

KEVIN RUDD

Ambassadeur d'Australie aux États-Unis, ancien Premier ministre d'Australie

Bonsoir à tous. Je suis Kevin Rudd, et je m'adresse à vous depuis Washington. Je suis désolé de ne pas pouvoir me joindre à vous en personne à l'occasion de cette dernière conférence de l'Ifri, mais je salue mon cher ami Thierry de Montbrial depuis l'Australie, ou plutôt depuis l'enclave australienne à Washington.

Thierry m'a demandé de répondre à trois questions, ce que je vais tenter de faire le plus brièvement possible. Premièrement, quels changements majeurs avons-nous constatés dans l'économie politique intérieure de la Chine depuis la conférence de l'Ifri qui s'est tenue il y a 12 mois, en novembre 2023 ? Deuxièmement, quels sont les contours probables de la réponse stratégique et politique de la Chine face à l'élection du président Trump pour un second mandat ? Troisièmement, quels sont les contours probables de la réponse stratégique des États-Unis face à la Chine, également dans le contexte de l'élection de M. Trump ? Je répondrai de mon mieux à ces questions en cinq ou dix minutes, pas plus.

Première question : que s'est-il passé en Chine au cours des 12 derniers mois dans le domaine de l'économie politique intérieure ? Je pense qu'il est important d'insister ici sur un élément important : l'économie, encore et toujours l'économie. Vous tous, qui opérez dans les milieux d'affaires, vous savez que la croissance de la Chine s'est substantiellement affaiblie ces 12 derniers mois, et même ces 24 derniers mois. Vous vous souvenez qu'il y a deux ans, lorsque la Chine est enfin sortie de sa politique « zéro Covid », on s'attendait à ce que sa croissance économique reprenne de plus belle. Ce n'a pas été le cas, comme en témoignent différents éléments :

1. Une demande des consommateurs faible ;
2. La faible confiance des entreprises, qui se reflète dans le niveau modeste des investissements privés en capitaux fixes ;
3. En outre, le marché immobilier chinois, qui représente environ 28 % du PIB national, s'est radicalement contracté, alors qu'il constitue le principal instrument d'épargne et d'investissement des particuliers en RPC ;
4. Par ailleurs, la croissance des investissements publics a été limitée car en fin de compte, il existe des contraintes liées à la capacité fiscale ;
5. Il en résulte que les exportations nettes restent le moteur principal de la croissance économique à l'heure actuelle. En conséquence, nous avons constaté dans le monde entier que la Chine exerce une forte pression sur les marchés mondiaux en

cherchant à vendre moins cher que ses concurrents internationaux, afin de stimuler ses revenus des exportations nettes et de les injecter dans son économie. En effet, l'un des rares secteurs de l'économie chinoise qui enregistre une croissance positive en ce moment est celui des exportations nettes.

Ensemble, ces facteurs donnent une idée de l'étendue et de la profondeur des défis économiques intérieurs du pays. Quelle politique a adopté le gouvernement chinois face à ces défis ? Jusqu'ici, nous n'avons constaté aucun changement fondamental dans la direction stratégique des efforts de M. Xi Jinping en vue de réaffirmer la dominance du Parti communiste chinois sur le marché, la dominance des entreprises publiques sur les entreprises privées, et l'importance accordée à la prospérité commune par rapport à la distribution inégale des revenus. La conséquence de tout cela, c'est que le secteur privé, auparavant un puissant générateur d'activité économique en Chine, a connu un repli relatif, qui perdure. À ce jour, nous n'avons pas identifié de réelle inflexion de cette direction idéologique fondamentale du Parti depuis le changement opéré par M. Xi Jinping avant la pandémie de Covid, plus précisément lors du 19^e congrès du Parti en 2017.

Qu'ont fait M. Xi Jinping et son équipe économique à la place ? Ils ont tenté de faire face aux problèmes du déclin de la croissance, de la hausse du chômage – notamment celle du chômage des jeunes – et de la stagnation du niveau de vie en associant diverses mesures de stimulation des politiques fiscale et monétaire. Toutefois, l'assouplissement de ces politiques en vue de combler le déficit de croissance a été limité jusqu'ici. Nous en saurons plus lorsque des informations précises émergeront de la Conférence centrale sur le travail économique du Parti, dont le communiqué vient littéralement d'être publié aujourd'hui. C'est un peu trop tôt pour évaluer ces informations convenablement, mais un assouplissement général des politiques fiscale et monétaire devrait se produire, avec à la clé un surcroît d'activité économique. Mais, comme nous le savons tous, les stratégies de stimulation sont des mesures à court terme seulement, cycliques plutôt que structurelles, et le problème sous-jacent de la politique chinoise en matière d'économie intérieure est structurel. Par conséquent, au moment où l'année 2025 se profile, avec l'arrivée du gouvernement Trump le 20 janvier, la Chine finit l'année avec une économie sous-performante, qui, ces trois dernières années, a vu décliner sa part dans l'économie mondiale, au lieu de continuer à prendre de l'importance en tant qu'acteur économique mondial.

Sur un plan plus général, celui de l'insécurité politique et militaire, depuis la conférence précédente de l'Ifri il y a 12 mois, nous avons constaté un effort de stabilisation de la relation géopolitique entre la Chine et les États-Unis de la part du gouvernement chinois de M. Xi Jinping et du gouvernement Biden. Cela reflétait en partie la faiblesse sous-jacente du contexte économique intérieur de la Chine. Par ailleurs, la Chine a également cherché à stabiliser plus largement ses relations géopolitiques avec des pays tiers et d'autres régions, notamment l'Europe, l'Australie et diverses autres parties du monde. Ces tentatives ont culminé lors de la rencontre entre M. Biden et M. Xi Jinping en novembre 2023, qui s'est tenue à Woodside, près de San Francisco, en marge du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). C'est pourquoi, au cours de l'année 2024, nous avons observé une diminution du niveau de tension militaire directe entre les États-Unis et la Chine et une augmentation de la régularité du dialogue militaire entre leurs forces armées respectives. Nous avons également constaté l'initiation de dialogues entre les États-Unis et la

Chine concernant l'intelligence artificielle, sans oublier la réouverture de certains canaux de communication politiques.

Tout cela s'inscrit dans une convention de stabilisation, mais une question demeure : que va-t-il se passer sous le mandat du président Trump 2.0 ? Je pense que nous devrions garder à l'esprit les faits suivants. Le nouveau gouvernement de M. Trump comprend un éventail d'individus qui, depuis longtemps, prônent une ligne dure à l'égard du Parti communiste chinois. Reste donc à savoir comment le président Trump et son équipe agiront pour concilier les objectifs économiques à long terme de l'Amérique sous le nouveau gouvernement avec une économie chinoise affaiblie, ainsi qu'avec l'environnement de sécurité nationale que je viens de décrire.

La dernière question à laquelle j'ai indiqué que je répondrais concerne ces relations – c'est-à-dire l'avenir des relations entre les États-Unis et la Chine – du point de vue de Beijing, au moment où nous entamons une nouvelle période sous l'égide du président Trump 2.0. En me basant sur plus de 40 années d'expérience pendant lesquelles j'ai observé le Parti communiste et les gouvernements chinois successifs, je souhaiterais dire qu'historiquement, le système chinois passe toujours beaucoup de temps, durant la première année d'un nouveau gouvernement américain, à analyser les actions de ce dernier pour y déceler des changements réels dans son comportement et ses mesures politiques. En d'autres termes, les Chinois ne se fient pas aux communiqués de presse pour déterminer l'orientation d'une nouvelle politique américaine ; ils observeront ce qui se passe sur le terrain du point de vue économique, militaire et technologique – en lien avec le vaste éventail de restrictions et d'interdictions des exportations américaines de haute technologie vers la Chine. Je pense qu'ils procéderont ainsi au cours de l'année 2025.

Toutefois, mon deuxième point, c'est que le président Trump a déjà indiqué, durant la période précédant son élection, qu'il taxerait les importations chinoises à hauteur de 60 %. Il s'agit là de droits de douane substantiels, et si M. Trump se conforme à ses annonces et applique ces droits, nous ne savons pas comment le système chinois réagira. Considèreront-ils ces annonces comme une invitation à négocier ? Ou bien jugeront-ils que cela exige de leur part une série de mesures de rétorsion immédiates, et quel serait l'effet sur l'environnement commercial dans sa globalité et sur la croissance économique mondiale ? Toutes ces questions restent en suspens pour l'avenir.

Thierry, j'espère que ces réflexions en réponse à vos trois questions seront utiles lors des délibérations de l'Ifri cette année. Comme je l'ai dit, s'agissant de l'économie politique intérieure de la Chine, le pays a cherché à restaurer la croissance économique par des mesures de relance au lieu d'opérer des changements de politique fondamentaux – ce qui, vous le savez, peut être très difficile à réaliser. Deuxièmement, le système chinois lui-même, dans des circonstances habituelles, passera au moins 12 mois à examiner la nature du nouveau gouvernement Trump. L'exception pourrait être une éventuelle réaction immédiate de la Chine face aux hausses de droits de douane annoncées par le président Trump et son équipe juste après l'investiture du 20 janvier. Troisièmement, où mène la stratégie plus générale de M. Trump vis-à-vis de la Chine, alors qu'ils tentent de réconcilier les objectifs économiques énoncés par le président Trump dans le document stratégique national publié lors de la Convention nationale républicaine, concernant la marche à suivre pour que les



États-Unis prévalent dans la rivalité économique stratégique à long terme qui les oppose à la République populaire de Chine ? Ensuite, comment concilier cela avec les préoccupations permanentes en matière de sécurité nationale, à Taiwan et autour de Taiwan ?

J'espère que mes commentaires seront utiles, et je vous souhaite à tous le meilleur pour la suite.